



Revenus

La composition du revenu influe sur les choix de consommation Des transferts en santé plus importants chez les 70 ans ou plus

Dans *Insee Première* n° 1815 de septembre 2020, Jérôme Accardo et Sylvain Billot (Insee) étudient le revenu disponible brut (RDB) des ménages, les dépenses de consommation et le taux d'épargne des Français ⁽¹⁾. Les chercheurs observent des disparités selon les différentes catégories de ménages.

Les enquêtes de l'Insee concernent les ménages résidant en logement ordinaire, « *c'est-à-dire ne vivant pas dans une communauté (cités universitaires, Ehpad, couvents, prisons, etc.)* ». En 2017, le revenu disponible brut (RDB) des ménages (c'est-à-dire le revenu qui leur permet de consommer et d'investir) correspond à 45 876 euros et leur dépense de consommation à 38 570 euros. Leur taux d'épargne est ainsi de 15,9 %.

Le revenu disponible moyen par unité de consommation (UC) s'élève à 29 954 euros, soit près de 2 500 euros par mois. Cette moyenne revêt de grandes disparités entre les ménages répertoriés selon des quintiles de niveau de vie : « *Le revenu moyen par UC du premier quintile (les 20 % les plus modestes) est de 1 100 euros par mois, contre 4 700 euros pour celui du dernier quintile (les 20 % les plus aisés)* » ⁽²⁾.

Consommation et taux d'épargne reflètent l'hétérogénéité des niveaux de vie

Entre 2011 et 2017, les écarts de revenu observés entre les quatre premiers quintiles présentent une certaine stabilité. Toutefois, le RDB des 20 % les plus aisés diminue de 6,7 % en euros constants ⁽³⁾. Cette baisse est liée à la chute des revenus financiers (- 30,6 %), mais également à la crise économique et à un changement temporaire de fiscalité.

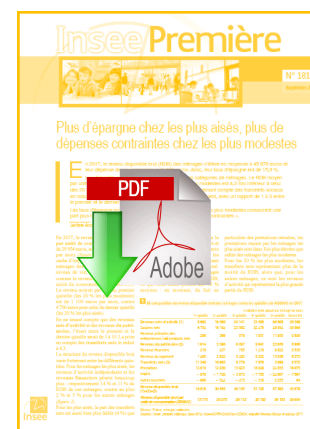
S'agissant de la consommation des ménages, elle « *varie selon le quintile de RDB/UC auquel ils appartiennent* ». Par exemple, le poids de l'alimentation est plus important de 4,6 points dans la dépense des plus modestes comparativement aux plus aisés. Les premiers dépensent deux fois plus en communication, et deux fois plus en alcools et tabac, mais moins en ameublement et en entretien de la maison, moins en hôtels et restaurants que les plus aisés.

L'épargne d'un ménage est d'autant plus importante que celui-ci est aisé : « *En 2017, le taux d'épargne passe de 2,7 % du RDB pour les ménages du premier quintile à 28,4 % chez ceux du dernier quintile* ».

La composition du revenu varie selon l'âge

Chez les ménages seniors (60 ans ou plus), « *les prestations (principalement les pensions de retraite) représentent près de 70 % du RDB, contre 15 % pour les ménages plus jeunes* ». Les revenus d'activité constituent la principale source de revenu des moins de 60 ans (86 % du RDB).

Entre 2011 et 2017, le revenu des ménages les plus âgés a significativement augmenté (+ 8,6 % en euros constants) « *en raison du dynamisme des prestations retraites* ». En revanche, le revenu des ménages les plus jeunes (les moins de 30 ans) a baissé.



(1) – « Plus d'épargne chez les plus aisés, plus de dépenses contraintes chez les plus modestes » (4 pages).

(2) – Un quintile renvoie à « un ensemble de ménages regroupés en fonction de leur "niveau de vie" au sens du RDB par unité de consommation ». À titre d'exemple, le premier quintile correspond au cinquième le plus modeste des ménages, le second quintile au cinquième suivant, etc.

(3) – Les prix constants sont les prix en valeur réelle, c'est-à-dire corrigés de la hausse des prix par rapport à une donnée de base ou de référence.

Les seniors dépensent plus en alimentation et un peu moins en transports et en hôtels et restaurants que les jeunes. Les ménages les plus jeunes ont un revenu plus faible que la moyenne « *mais une part des dépenses compressibles (2) plus élevée que la moyenne (47 % contre 43 % en 2017), si bien que leurs choix de consommation sont moins contraints* ». En revanche, la part des dépenses compressibles est très faible pour les ménages retraités, ouvriers, agriculteurs et employés (entre 30 % et 34 %) du fait de dépenses alimentaires importantes notamment. Aussi les ménages les plus modestes consacrent-ils une part plus importante de leurs dépenses à des consommations « *contraintes* ».

Le revenu disponible brut ajusté (RDBA) est un autre indicateur relatif au niveau de vie. Il tient compte « *des transferts sociaux correspondant à la valeur de biens et services consommés par les ménages mais pris en charge par la collectivité* ». Ainsi, les transferts sociaux en nature ont limité les effets de la crise de 2008 sur le niveau de vie des ménages. Les transferts sociaux diminuent sensiblement chez les moins de 30 ans et augmentent de 10 % chez les 70 ans ou plus : « *Ce sont surtout les transferts en santé qui augmentent dans cette catégorie, en raison de la part plus importante des personnes très âgées, qui souffrent plus fréquemment de pathologies lourdes* ».



Emploi

Agriculteurs exploitants : aujourd'hui 1,5 % de l'emploi total

En 2019, en France, environ 400 000 personnes sont agriculteurs exploitants, soit 1,5 % de l'emploi total (3). En 1982, ils étaient 1,6 million (7,1 % de l'emploi total). Dans le même temps, le nombre d'ouvriers agricoles a lui aussi baissé, mais dans une moindre mesure : de 310 000 en 1982 à 250 000 en 2019.

Toujours en 2019, 69 % des agriculteurs sont à leur compte sans avoir de salarié. Quand ils sont employeurs, les agriculteurs exploitants ont souvent peu de salariés : dans 53 % des cas, ils n'en ont qu'un seul.

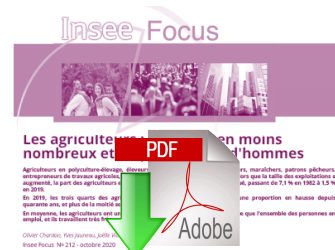
Les agriculteurs exploitants sont plus souvent des hommes : 73 % en 2019, contre 61 % en 1982. Cette évolution s'explique « *par le fait qu'il y a de moins en moins de conjointes d'agriculteurs qui sont elles aussi agricultrices* ». L'Insee précise qu'en 1982, près de 60 % des hommes agriculteurs avaient une conjointe agricultrice ; cette proportion est de 19 % en 2019.

Les agriculteurs restent, de loin, le groupe socioprofessionnel comportant proportionnellement le plus de seniors en activité : 55 % ont 50 ans ou plus (31 % pour l'ensemble

des personnes en emploi) ; 13 % ont 60 ans ou plus (3 % pour l'ensemble des personnes en emploi). A contrario, seuls 1 % des agriculteurs ont moins de 25 ans (8 % pour l'ensemble des personnes en emploi).

Le niveau de diplôme s'est fortement élevé ces dernières décennies. En 1982, ils étaient 82 % à n'avoir aucun diplôme ou seulement le brevet des collèges ; en 2019, 26 % sont diplômés de l'enseignement supérieur (ce qui reste inférieur à l'ensemble des personnes en emploi pour lesquelles le taux est de 43 %).

Les agriculteurs ont une durée habituelle hebdomadaire de travail de 55 heures en moyenne, contre 37 heures pour l'ensemble des personnes en emploi. Et du fait d'un nombre réduit de congés, leur durée annuelle effective de travail excède là encore celle de l'ensemble des personnes en emploi.



La pensée hebdomadaire

« *Des films de propagande commandés par des régimes autoritaires aux caméras brandies comme des armes de résistance, le septième art a souvent jeté sur la toile des œuvres de compromission ou de formidables morceaux de bravoure. Ceux-là restent dans les mémoires comme autant de cris d'alarme sur les errements du monde. Ils sont sauveteurs et offrent au grand public la possibilité d'ouvrir les yeux sur les machinations politiques, les scandales financiers, les conflits meurtriers et leurs lots de détresses intimes.* »

Philippe Lemoine, « *Quand la fiction s'attaque à la réalité* » (commentaire), *Dimanche Ouest-France* du 8 septembre 2019.

(2) – Les dépenses compressibles sont les plus sensibles aux évolutions de revenus. A contrario, les dépenses peu compressibles répondent à des besoins essentiels : dépenses alimentaires, de santé, d'éducation, de carburants ou de services de transports.

(3) – Olivier Chardon, Yves Jauneau et Joëlle Vidalenc (Insee), « *Les agriculteurs : de moins en moins nombreux et de plus en plus d'hommes* », *Insee Focus* n° 212 d'octobre 2020.